

De l'ORA à l'OCL

Extrait de *Etat des lieux et la politique, bordel,*
organisation communiste libertaire,
1986, ed. Acratie

A propos de la lutte des classes et des racines du mouvement anarchiste

Courant alternatif - octobre 2001



DE L'ORA A L'OCL

L'OCL est née de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), qui elle-même est issue de la FA (Fédération anarchiste), lors d'une scission en 1969. Il faut peut-être rappeler le rôle que se donnait l'ORA et un peu de son histoire pour mieux comprendre notre évolution.

Il nous semblait qu'en mai 68, la FA, majoritaire chez les anarchistes organisés, était passée complètement à côté des mouvements d'alors, figée dans ses discours idéologiques et son manque de pratique, et qu'elle laissait le champ libre aux trotskystes, maoïstes...

Les communistes libertaires de l'ORA, ceux organisés au préalable en tendance au sein de la FA (de 67 à 69) et pour la plupart issus des luttes de 68, et d'autres non passés par la FA, n'étaient pas venus à l'anarchisme par seul idéal philosophique. Ce qui unifiait ces militants, c'était la volonté d'engager une pratique à la base et l'importance accordée à l'intervention militante, non exempte d'ailleurs d'une certaine tendance à l'activisme. La période était alors analysée comme quasiment pré-révolutionnaire, et en tout cas porteuse d'un fort potentiel libertaire ou anti-autoritaire, capable de ruptures radicales.

Elle paraissait donc particulièrement faste pour que soient entendues et reprises les positions communistes libertaires par une fraction du mouvement ouvrier.

D'où la stratégie élaborée pour que l'ORA soit à l'initiative d'un « pôle révolutionnaire attractif ouvrier », d'un regroupement d'une « frange radicalisée de travailleurs » et « aide » à sa structuration.

D'où le rôle donné à l'organisation, entendue comme capitalisatrice d'acquis, garde-fou contre les récupérations de tous bords, capable d'affirmer la présence anarchiste dans les luttes de classe (alors que la FA, à l'époque, les niait encore), et de proposer un projet de société révolutionnaire. L'ORA se présentait comme garante du « projet autogestionnaire, prolétarien, antihierarchique et anticapitaliste ».

D'où aussi la volonté de construire une organisation efficace, cohérente, avec pour référence la plate-forme dite d'Archinoff

(élaborée par un groupe de communistes libertaires russes exilés en 1926), reposant sur les principes de l'unité théorique, stratégique et la responsabilité collective.

Cette vision de l'organisation et de son efficacité nous poussait à la concevoir comme le centre du mouvement social, comme la représentation de la fraction la plus radicale du mouvement ouvrier. En cela, nous ne nous différencions pas des groupes gauchistes, avec lesquels nous entretenions des rapports conflictuels de frères ennemis : nous cherchions à rivaliser et à composer avec eux, nous nous situions politiquement par rapport à eux.

Nous jouions la carte de l'intervention centrale, donc parisienne (70 à 75) qui, malgré un contenu visant à populariser l'autoorganisation et l'autogestion, n'en était pas moins très partidairiste dans la forme, en faisant valoir notre sigle et en cherchant à absorber un certain nombre de militants.

Cependant, le décalage et les contradictions devenaient de plus en plus forts entre, d'une part, les élaborations théoriques sur le rôle de l'organisation et la stratégie à mener et, d'autre part, les pratiques sur le terrain (entreprises, quartiers) et à long terme, que des militants étaient nombreux à mener dès 1973 dans des structures larges et sur des bases d'autoorganisation. Contradictions qui s'aiguisaient d'autant qu'elles correspondaient à la fin de l'apogée du gauchisme, au début de sa crise politique, théorique et militante et dont nous subissions de l'intérieur et de l'extérieur les contre-coups.

Ceci déboucha sur la « crise » de 76, amenant à une scission au sein de l'ORA et à la constitution d'une part de l'OCL, d'autre part de l'UTCL (Union des travailleurs communistes libertaires).

Cette scission, outre ses fondements politiques, a reproduit toutes les tares moins avouables (magouilles, insultes, conflits affectifs) inhérentes à tout groupe fonctionnant aussi en vase clos, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer, tendance contre tendance, une orientation plutôt qu'une autre.

Deux positions se faisaient jour :

D'un côté, continuer à faire partie, en tant qu'organisation, de

les restructurations, ces conceptions avançaient la thèse que la nouvelle combativité émergeait parmi une frange de jeunes citoyens qui avaient d'autres aspirations que de se vendre 40 heures par semaine jusqu'à la retraite dans le salariat traditionnel.

Et la tentation fut grande alors de prendre pour référence ce jeune prolétariat précaire et de le promouvoir, sinon comme « nouvelle figure de classe » voire « sujet révolutionnaire », du moins comme couche sociale porteuse d'une dynamique de recomposition d'un mouvement antagonique à l'ordre capitaliste. C'est ainsi que l'OCL, sur la région parisienne, fit le choix d'un pôle d'intervention centrale dans ce qu'on a appelé « l'autonomie parisienne », se plaçant en concurrence avec les autres organisations de l'autonomie parisienne organisée (« Camarades »...). Cette pratique attira à l'OCL sur Paris un certain nombre de jeunes précarisés de par leur statut social et de par l'éclatement de toute vie un peu collective dans la capitale.

En province, la démarche des militants était très différente : plus insérés dans des dynamiques locales, confrontés à d'autres situations sociales moins spectaculaires et moins médiatisées, sensibles au rejet ambiant de l'interventionnisme gauchiste et partidaire, ils avaient tendance à commettre l'excès inverse, c'est-à-dire à diluer dans des pratiques larges, de se replier dans le localisme, à privilégier les instruments et les moyens d'expression (journaux de contre-information, radios) par rapport aux contenus.

L'incompréhension et le décalage entre Paris et la province se faisaient plus forts. *Front libertaire*, fabriqué matériellement à Paris, était le reflet public de cette contradiction et de l'environnement social et politique de ceux qui y étaient le plus investis : « L'autonomie » apparaissait dominante dans le journal (de 77 à 79).

Les militants de province étaient de moins en moins impliqués et actifs dans la prise en charge du journal, qui connaissait en outre un terrible endettement.

D'une contradiction non résolue ou non dépassée au sein de l'OCL, on en est arrivé progressivement à une situation de crise ouverte. Il a fallu créer une nouvelle dynamique pour tenter de **sortir de ces impasses et proposer un autre type de mensuel, que nous avons appelé *Courant Alternatif***, conciliant :

- une prise en charge réellement active et collective du journal

- un moyen privilégié de susciter des débats et des échanges quasiment permanents (C.J. mensuelles prolongées par une rencontre-camping annuelle en été), entre nous et avec ceux qui ont une démarche politique proche de la nôtre (la référence à l'anarchisme ou au communisme libertaire n'étant pas la condition nécessaire ni suffisante)

- un contenu de moins en moins idéologique, partant d'implications militantes dans des milieux sociaux divers, cherchant à dépasser l'événementiel ou le localisme sans prétendre à la globalité ni à la solution miracle

- un contenu plus maîtrisé aussi, rompant avec les analyses simplistes et unilatérales, les engouements subits, le triomphalisme à courte vue et la rhétorique propagandiste, ensemble d'éléments qui ont marqué quasiment tous les groupes dits révolutionnaires de l'après-68 et qui, c'est heureux, ne fonctionnent plus très bien.

Cette mise en place d'un autre fonctionnement du journal a rencontré une réelle motivation car elle s'accompagnait en même temps d'une réflexion sur notre intervention et notre fonction en tant que militants d'une organisation spécifique.

Sans l'OCL, il faut reconnaître qu'il n'y aurait pas de *Courant alternatif*, car il est, dans son contenu et dans son fonctionnement, le reflet de nos investissements, de notre façon d'appréhender les événements, de notre conception de l'intervention politique.

C'est ainsi que s'affinaient en même temps notre référence mouvementiste et notre rapport politique à ce qui nous entoure.

Nous ne faisons plus référence à la notion d'un mouvement, qui nous servait un peu d'incantation passe-partout et pouvait recouvrir des choses très différentes : regroupement composé en majorité de militants politiques spécialisés ; ou bien groupes coordonnés sur un type de lutte ; ou bien encore gens qui bougent à un moment donné... Cette référence à un mouvement recouvrait des stratégies tout aussi différentes : de la dilution complète, du « non interventionnisme », du suivisme, évitant d'aborder le rapport entre spontanéité et pouvoir... jusqu'à

l'entrisme, le dirigisme, l'intervention partidaire...

Ce qui existe c'est, ici ou là, des gens qui sont en mouvement, liés à des groupes sociaux, des collectivités ; et c'est de notre place parmi eux, de la prise en compte de la réalité locale et sociale du moment et des objectifs propres à ces gens que dépend notre orientation politique.

Il ne s'agit pas d'être dans un mouvement par stratégie, mais de chercher à ce que ce mouvement en ait une, vive et gagne.

Un mouvement n'est pas un simple regroupement de militants. Ce sont des gens touchés par un problème précis et qui tentent de réagir à telle ou telle forme de l'oppression et de l'exploitation qu'ils subissent ; c'est aussi ce que sont ces gens, leur réalité sociale, pour quoi ils luttent et quelles chances ils ont de gagner.

Dans la période actuelle de recul des luttes, mettre en priorité la construction du mouvement libertaire ou d'une organisation est illusoire et ne sert à rien. Nos faibles forces doivent servir à renforcer, créer, aider à ce que se constituent divers petits regroupements des gens en mouvement. Pour cela, il faut que les militants libertaires qui s'y trouvent partagent intimement et réellement la réalité sociale, les besoins, les objectifs des gens qui luttent, sinon il ne s'agit que d'un entrisme déguisé, de dirigisme ou d'un léninisme qui ne s'assume pas.

Quant à la radicalité, ce n'est pas une position politique à un moment donné, toute « juste » qu'elle puisse paraître, mais l'impact de cette position sur ce qui l'entoure, les brèches, les failles, les avancées qu'elle peut permettre.

L'existence de gens en mouvement dans la société est plus importante que l'existence d'un mouvement libertaire spécifique et relativement « fort ». Ou, plutôt, il ne peut qu'en être la conséquence. Ce sont dans des situations de rupture, de questionnements, d'avancées que les gens, individuellement et collectivement, peuvent s'ouvrir à d'autres perspectives plus proches de notre projet politique.

Lorsque historiquement le mouvement libertaire a été fort,

c'est parce qu'il était issu d'un large mouvement social. Il était né dans et par les problèmes qui se posaient à un moment donné et en son sein devenait une force de proposition et d'action. Or, depuis cette époque, les termes de la proposition se sont retournés, d'où l'inefficacité et le caractère idéologique de la mouvance libertaire.

Et, dans un sens, le problème de l'organisation spécifique est lié à ce qui précède : elle n'a de sens que si elle met en rapport des gens politiquement proches qui justement sont impliqués dans ces mouvements.

A propos de la lutte des classes et des racines du mouvement anarchiste

L'anarchisme dans lequel nous nous reconnaissons est un courant politique né dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire au milieu du XIXe siècle. Un courant qui se confond d'abord avec le mouvement socialiste, puis s'en distingue sur la question de l'État et du parlementarisme. Jusqu'en 1896, les anarchistes révolutionnaires alternèrent les tentatives de regroupements communistes anti-autoritaires avec une participation aux congrès socialistes communs à tout le mouvement ouvrier. Jusqu'à ce qu'en 1896 ils soient expulsés du congrès socialiste de Londres.

L'origine

La Première Internationale, fondée en 1864 à Londres, tient son premier congrès à Genève en 1866. Y adhèrent aussi bien des individus que des formations politiques, des syndicats ou des coopératives que des mutuelles... et même une fanfare suisse ! On peut imaginer aisément quelle mosaïque de positions s'y trouvaient confrontées : pour n'en citer que quelques-unes, les trade-unionistes anglais, les proudhoniens français, les communistes allemands, les bakouninistes suisses, italiens et espagnols...

Le premier conflit d'importance oppose, en 1866-1867, les proudhoniens (apolitiques, mutuellistes et très méfiants vis-à-vis de l'État) aux marxistes (collectivistes et insistant sur la nécessité de la lutte politique et de la révolution), qui l'emportent.

Le second conflit oppose, dès 1869, les marxistes à ceux qu'on nomma trop hâtivement les "bakouniniens". Ces derniers sont partisans de l'autonomie des fédérations et des sections ; ils croient à la spontanéité des masses et sont opposés à l'État, même pour une période transitoire. Ils furent battus à la conférence de Londres en 1871, puis exclus au congrès de La Haye l'année suivante.

Ceux qui refusèrent les décisions de Londres et de La Haye se regroupèrent dans une Internationale dite "anti-autoritaire" qui tint congrès, d'abord en septembre 1872 à Saint-Imier, puis à Genève l'année suivante. Cela pouvait entretenir l'illusion que de beaux jours attendaient la toute nouvelle Internationale, d'autant qu'il apparaissait que, dès son congrès de Genève en 1873, l'Internationale "marxiste" (dont le bureau avait été transféré à New York) n'était plus qu'une coquille vide (Elle s'autodissoudra en 1876). Tel ne fut pas le cas. Dès l'année suivante, le congrès de Bruxelles ne réunit que 15 délégués (dont 9 pour la Belgique !). Mais surtout l'hétérogénéité des positions, comme les niveaux très différents

atteints par les mouvements ouvriers des différents pays, ne permirent pas à ce congrès de sortir du débat d'opinion, "une sorte de parlote, un club de discussion théorique", comme l'a noté F. Brupbacher. Aucune position ne fut prise sur des actes concrets.

A propos de ces divergences, il faut souligner un fait peu connu de nos jours dans nos milieux : la minorité du congrès de La Haye en 1872 (exclue pour avoir refusé les méthodes de Marx et les conceptions organisationnelles de ses partisans) n'était pas composée uniquement de fédéralistes. Les Anglais et les Américains étaient communistes d'État. Les Espagnols, Italiens, Français et Jurassiens collectivistes (communistes fédéralistes), Belges et Hollandais se partageaient entre les deux tendances.

L'incapacité à envisager des actions collectives concrètes était, en premier lieu, la conséquence du reflux généralisé du mouvement ouvrier, suite à l'écrasement de la Commune de Paris et au déplacement de son centre de gravité de la France vers l'Allemagne. Mais l'hétérogénéité de l'organisation en accentua les effets.

Il y eut bien encore quelques congrès de 1876 à 1880 (1), mais très squelettiques et, de fait, avec la parution en 1878 du dernier bulletin de la Fédération jurassienne, c'est une période du mouvement ouvrier qui se termine. Les anti-autoritaires ne parvinrent pas à maintenir en vie l'Internationale. Voilà donc, très brièvement résumé, quel fut le terreau sur lequel est né le courant anarchiste : des positions multiples, des orientations parfois contradictoires, des difficultés organisationnelles, mais toujours bâties sur la révolte et les tentatives d'organisation de la classe ouvrière (et parfois, mais plus rarement hélas, paysanne). Autrement dit, un corps de pensée, de doctrine et d'action fondé sur la réalité de la lutte des classes.

La lutte des classes contre la pensée libérale

Faire remonter l'anarchisme à des philosophes antiques, à des libres penseurs de la Renaissance ou à des poètes révoltés de tous les temps, c'est s'engager sur une voie à dominante philosophique qui finit par n'attacher plus qu'une importance secondaire aux luttes collectives - celles qui font l'Histoire -, et qui magnifie l'esprit de révolte à dominante individuelle. Alors que nous concevons l'anarchisme d'abord comme une action politique collective. Et c'est parce que nous pensons qu'il faut réduire au maximum le décalage entre la fin et les moyens que nous pensons, ensuite, qu'à cette action politique collective doivent correspondre une attitude individuelle et des contenus culturels qui ne soient pas contradictoires avec notre aspiration à une société de liberté et d'égalité.

Reconnaître la lutte des classes, c'est considérer qu'une situation sociale et politique donnée en est le fruit. La structure d'une société, le régime politique qui la dirige, les lois qui la régissent sont comme une photographie instantanée du moment où en est la confrontation entre les classes. Qu'une modification intervienne dans le rapport des forces en présence, et ce sont les structures de la société qui se modifient. Légèrement, si le rapport de forces ne s'est que légèrement modifié ; en profondeur, si ce rapport s'est profondément modifié.

Nous considérons donc que, fondamentalement, la société capitaliste ne forme pas un tout, mais qu'elle tend à se fractionner en deux pôles principaux qui se différencient socialement par leur situation et leur fonction : celui du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

Cet antagonisme fondamental ne doit cependant pas être interprété, comme ce fut trop souvent le cas, aussi bien par ses laudateurs que par ses détracteurs, de manière simpliste et mécaniste. Il est souvent masqué par des nuances, par l'apparition de nouvelles classes et le déclin de certaines autres. Il n'existe évidemment pas de méthode ou de technique infaillibles pour distinguer de manière absolue la ligne de démarcation. La fracture n'est jamais nette et, entre ces deux pôles, existent bien des zones incertaines, difficiles à classer, fluctuantes. Ces zones de flou, importantes certes, mais largement minoritaires, attirent l'attention prioritaire d'une grande partie des observateurs professionnels de nos sociétés : sociologues, politologues, journalistes, etc. Ce qui est tout naturel, dans la mesure où eux-mêmes sont socialement installés dans ces zones floues... et où, c'est bien connu, pour le petit-bourgeois, l'univers se réduit à la petite-bourgeoisie. Et, bien évidemment, ceux qui estiment que "la lutte des classes c'est dépassé" s'appuient, dans leur démonstration, sur l'existence de ces zones incertaines dont ils magnifient l'ampleur, sans jamais se risquer à donner ne serait-ce qu'un aperçu de la structure sociale de la France (ou d'un autre pays, bien sûr !). On discutera à perte de vue pour savoir où situer un technicien supérieur ou un instituteur, mais on oubliera volontiers qu'il y a, en France, encore 8 millions d'ouvriers qui gagnent à peine plus que le SMIC, qu'en plus on compte au moins 5 millions de chômeurs ou de "pauvres" que plusieurs millions d'employés "bas de gamme" n'atteignent pas les dix mille balles mensuels, et que tout ça ensemble y'a fait les trois quarts des salariés et y'a s'appelle le prolétariat. Et je ne vous parle même pas de l'énorme majorité de la planète au sein de laquelle les zones de flou sont encore plus ténues !

Bien entendu, ce principe de lutte des classes n'exclut nullement que d'autres causes participent aux changements sociaux et aux développements de l'Histoire (2). Il ne fait qu'en souligner un fondement indispensable au décryptage et à la compréhension de nos sociétés. Il remplace les rôles individuels, considérés comme cause des changements sociaux jusqu'au xviii^e siècle et par beaucoup encore maintenant, par les antagonismes des grandes masses.

Par conséquent, nous ne pouvons que développer une critique à l'égard de tout ce qui tend à considérer comme "une" la société capitaliste et à la perpétuer en l'état. Même quand cela se pare de vertus "progressistes", comme par exemple le concept de citoyenneté, la représentation de la nation par l'Etat ou toute forme de suffrage dit "universel", "Un homme, une voix", qui sont autant de cache-sexe pour démocrates niais.

La pensée libérale qui considère les fractures dans la société comme réductibles, même en société capitaliste, s'oppose radicalement à une lecture de classe de la société selon laquelle la lutte des classes ne peut disparaître que dans une société communiste. Cette pensée libérale qui, fondamentalement, considère la société humaine comme UNE, au-dessus des classes et des intérêts particuliers, a trouvé son application militante en milieu socialiste, entre les deux guerres, avec la franc-ma-

çonnerie, la Libre Pensée et la Ligue des droits de l'Homme. Elle fut même très présente au coeur du mouvement anarchiste, et tenta toujours de s'opposer à ceux qui mettaient en avant les analyses de classe et leur appartenance au camp révolutionnaire. De nos jours, les vecteurs militants, en plus de ceux précités et qui existent toujours, ont noms ATTAC, Greenpeace, la plupart des organisations caritatives et, malheureusement, aussi les syndicats...

Avant la Première Guerre mondiale

L'Internationale morte et enterrée, le mouvement ouvrier connaîtra une période difficile. La défaite des Communes en 1871 a démoralisé celles et ceux qui n'ont pas été procrits ou en fuite. Des organisations ouvrières tentent de naître, mais avec difficulté, vu la répression. Le réformisme se nourrit de la désillusion engendrée par cette défaite et promeut une voie nouvelle : le parlementarisme. Côté anarchiste, certains se lancent dans l'illégalisme ; les individualistes partisans du « culte du moi » imprègnent le mouvement ; différents sous-groupes, naturistes, nomadistes, crugitovoristes, végétaliens, végétarianistes, milieux libres et vie dans les arbres, etc., érigent leur manie en dogme. Les aspects plus traditionnels, comme la libération sexuelle, le pacifisme, l'anticléricalisme, ont tendance à faire figure de problèmes particuliers déconnectés de la lutte de classes et, par la même occasion, du monde ouvrier. On voit alors apparaître dans le "milieu" davantage d'artistes, de philosophes spéculatifs et de petits commerçants, pour qui liberté veut souvent dire faire ce qui leur plaît et liberté d'entreprendre.

Le sursaut ne tardera pas. Une très grande majorité des militants anarchistes se rendant compte de l'impasse illégaliste entrent, en cette fin de siècle, dans les syndicats pour y jouer un rôle déterminant dans l'orientation révolutionnaire que la CGT adoptera au tout début du xxe siècle. Le fil est renoué avec la tradition de la Première Internationale. Les débats ne manqueront pourtant pas, mais sur des questions sérieuses, cette fois : le rôle du syndicat, la nécessité ou pas de l'organisation spécifique, le fonctionnement du capitalisme, la grève générale, la guerre, etc. Pourtant, les militants libertaires de la CGT ont certainement surestimé leurs forces et leur poids dans l'organisation syndicale, qui tend petit à petit, disons à partir de 1908, à devenir de moins en moins révolutionnaire. Une partie du mouvement a renoué avec la lutte des classes, mais les menaces puis le déclenchement de la guerre vont réduire ces efforts à néant et révéler de graves faiblesses. Certains leaders connus deviendront de fervents patriotes et signeront le manifeste dit des seize, devenant ainsi des anarchistes d'union sacrée et de gouvernement.

Alors que, depuis quelques années, la CGT s'éloigne de l'orientation révolutionnaire et libertaire qui fut la sienne jusqu'en 1908, le problème de l'existence d'une organisation spécifique se pose une nouvelle fois. Il faudra attendre 1913 pour qu'une Fédération communiste révolutionnaire anarchiste (FCRA) naisse, à partir d'un consensus théorique que Sébastien Faure exprime dans un manifeste : antimilitarisme, antiparlémentarisme, action syndicale et condamnation de l'individualisme.

Mais les liens très lâches qui unissent ces militants (indépendance des individus dans le groupe, autonomie des groupes dans la fédération...) ne permettent que

des campagnes d'opinion, et non une participation collective aux luttes sociales de l'époque. Et, par conséquent, la nouvelle fédération ne pallie en rien l'inclinaison réformiste de la CGT.

La position antimilitariste de la FCRA (dont Louis Lecoin fut secrétaire avant d'être arrêté) s'exprimait à coups de mots d'ordre particulièrement radicaux ; en cas de mobilisation, une seule réponse : désertion et insoumission. En 1913, certains de ses membres sortent une brochure, En cas de guerre, véritable manuel de sabotage et de conduite insurrectionnelle à tenir en cas de guerre. Mais, le moment venu tout cela resta lettre morte et elle ne tenta même pas de constituer l'organisation clandestine antimilitariste que la situation aurait exigée, tant la guerre devenait une certitude. Certains de ses membres, parmi les plus radicaux puisque rédacteurs de la brochure, exerçaient des responsabilités à la CGT, mais au lieu de l'influencer dans le sens d'une résistance à la guerre... ils se rallièrent à l'union sacrée.

C'est donc à l'occasion d'événements d'importance extrême, à propos desquels nul ne peut s'abstenir de s'exprimer, que l'on mesure la pertinence de l'unité ou des clivages qui les ont précédés. La guerre déclarée, la question centrale devenait la suivante : fallait-il se rallier à l'union sacrée, ou au contraire la dénoncer comme quelques années auparavant ? On constate que les "ralliés", les "anarchistes de gouvernement", comptent parmi leurs rangs des anti-organisationnels comme Grave et le Dr Pierrot, des "communistes" comme Kropotkine, alors que du côté hostile à l'union sacrée on note des individualistes comme Armand, Mauricius (qui aura un peu plus tard sa période bolchevisante avant de revenir à l'anarchisme) ou Lorulot... qui se retrouvent ainsi du même côté que des révolutionnaires comme Monatte et la minorité syndicaliste révolutionnaire, et que l'écuménique Sébastien Faure qui lance peu après sa revue CQFD.

De ce constat, on peut déduire que les clivages idéologiques antérieurs n'induisent pas automatiquement des positions contraires lors d'événements importants, mais surtout qu'une même position ponctuelle, pour importante qu'elle soit, peut être sous-tendue par des analyses et des engagements très différents. En effet, si le pacifisme des Monatte, Rosmer, Dumoulin se définit d'un point de vue de classe, celui de Sébastien Faure, essentiellement humaniste, trace la voie au pacifisme intégral.

Après 1918

Au lendemain de la guerre, le mouvement anarchiste est totalement déchiré entre ceux qui se sont ralliés à l'union sacrée, ceux qui se sont mis en sommeil en attendant des jours meilleurs et ceux qui ont résisté ; entre les individualistes et les autres, entre ceux qui soutiennent la toute récente Révolution russe et ceux qui ne veulent pas en entendre parler, entre les partisans d'une organisation spécifique et ceux qui veulent se fondre dans le syndicalisme révolutionnaire. Il faut donc attendre novembre 1920 pour que l'Union anarchiste tienne congrès, dans la lignée de la FCRA. Elle regroupe les anarchistes hostiles à l'union sacrée durant la Première Guerre mondiale. Dans le numéro un du Libertaire de l'UA, la ligne est tracée : pas de compromission avec les "collabos", mais pas de polémiques ni de noms cités, afin de faire oublier au plus tôt cette déviation :

« Si nous avons sujet à méditer, ce n'est pas sur la fragilité de nos doctrines, de notre idéal, mais bien sur le manque de conscience, sur la lâcheté, sur l'aberration dont ont fait preuve certains individus qui ne peuvent prétendre à eux seuls personifier l'anarchie. »

Son orientation se cristallise sur la dénonciation de la politique répressive menée en Russie par les bolcheviks contre les anarchistes, et plus généralement contre toute opposition de gauche. Et, en France, contre la politique de subordination syndicale menée par le PCF. Le début de l'existence de l'UA peut paraître prometteur : Le Libertaire devient quotidien en août 1923, mais il ne le restera qu'un an et demi (mars 1925). C'est qu'en fait la crise est toujours là. Face à la montée inexorable du PC et à sa mainmise sur la classe ouvrière, une UA sans réelle cohésion et dont l'activité principale était, pour un grand nombre de groupes, la propagande idéologique et l'organisation de tournées de conférences ne pouvait jouer aucun rôle réel dans la constitution du courant révolutionnaire non stalinien que la situation réclamait. C'est pourquoi, dès novembre 1924, lors du congrès de l'organisation, certains délégués insistèrent pour donner à l'UA des bases mieux définies avec une organisation mieux structurée. Mais ces propositions furent écartées, la majorité des congressistes estimant que ce genre de dispositions étaient contraires aux principes anarchistes. L'UA était incapable de se manifester collectivement autrement que dans des campagnes défensives (contre la répression, sur l'affaire Sacco et Vanzetti, etc.), et jamais dans des initiatives en phase avec la période. Le Libertaire vivotait tant bien que mal.

Cela jusqu'à l'arrivée en France des anarchistes russes rescapés du mouvement makhnoviste, qui publièrent en 1926 une Plate-forme d'organisation de l'Union générale des anarchistes. Cette plate-forme préconisait l'établissement d'un programme plaçant les anarchistes de manière non équivoque dans le camp des partisans de la révolution sociale, sur des bases de classe. Pour ce faire, une nouvelle organisation devait se bâtir sur le principe de la responsabilité collective ainsi que sur l'unité idéologique, tactique et stratégique.

En France, l'Union anarchiste (devenue Union anarchiste communiste en 1926) se retrouva dès le congrès de Paris en 1927 avec une majorité de partisans de la plate-forme, qui firent adopter le rajout du mot « révolutionnaire » à l'intitulé de l'organisation : Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR). Ceux qui refusent la plate-forme se divisent alors en deux : ceux qui restent dans l'UA comme opposants, et ceux qui la quittent et qui fonderont l'année suivante l'Association des fédéralistes anarchistes (AFA) sur la base de la fameuse « synthèse » rédigée par Sébastien Faure. Dans les années qui suivent, le platformisme de l'UACR ira déclinant et en redevenant simplement UA, opérera un retour atténué à la Synthèse qui se fera sous forme d'un compromis que n'accepteront ni certains platformistes qui fonderont une éphémère FCL, ni ceux qui, reprochant à l'UA son "centralisme" et son "communisme" transformeront l'AFA en FA en 1936. Mais ces querelles organisationnelles furent, à mon sens, très secondaires par rapport aux débats portant sur d'autres questions : L'unité syndicale et le rapport avec la CGT-SR d'abord, la question de la révolution espagnole ensuite.

En 1926, une seconde scission syndicale avait eu lieu à l'intérieur de la CGTU. Les anarcho-syndicalistes qui, comme Pierre Besnard, avaient appuyé la première scission syndicale (3) (CGTU se séparant de la CGT) pensant pouvoir être majoritaires et diriger la nouvelle confédération se font rapidement bouffer par l'inexorable montée des staliniens. Cette erreur de jugement dans leur orientation les laissera à la tête d'une très faible organisation syndicale qui ne regroupa jamais plus de quelques milliers de membres, la CGT-SR, très loin de leurs espérances de 1921 ! Les militants de l'UA étaient largement favorables à l'unité syndicale, ce qui explique leur rapports très distants avec la CGT-SR. Ils préféraient nettement rester à la CGTU ou bien, le plus souvent, ils aimaient et influençaient des syndicats autonomes avec un certain succès. Ils craignaient que la création d'une CGT-SR s'affirmant ouvertement anarcho-syndicaliste ne devienne une coquille vide et les coupe de la majorité du mouvement ouvrier. Les deux se produisirent finalement.

En 1936 se pose le problème du soutien à la révolution espagnole. Dans un premier temps, l'unité des libertaires se fait : un comité anarchosyndicaliste pour la défense et la liberté du prolétariat espagnol (CASDLPE) se constitue entre les principales organisations libertaires du pays (UA, FA et CGT-SR). Mais la participation de la CNT-FAI au gouvernement espagnol antifasciste aux côtés des forces démocrates, réformistes et staliniennes va changer la donne. La CGT-SR et la FA ne tomberont pas dans le piège de l'union qui oblige à se taire, et sauront garder leur fonction critique vis-à-vis des "camarades ministres". L'UA, elle, sans doute plus politicienne appuiera cette participation au nom de la solidarité ("pas de division camarade !) et la nouvelle structure créée en France avec l'aval de la CNT espagnole, le Comité pour l'Espagne libre qui n'hésita pas à faire meeting commun avec Jouhaux (le traître d'hier) ou Cachin (le va-t-en guerre reconverti en stalinien).

On le voit avec ces deux exemples, face à des engagements aussi différents et même contradictoires, il devient périlleux de parler de mouvement libertaire comme d'une entité, sinon à en situer le ciment, les points communs, sur des points d'ordre philosophiques ou éthiques n'ayant pas grand chose à voir avec la vie sociale et politique qui se déroule devant lui.

On constate donc encore une fois que face à des événements d'importance sur lesquels il faut se prononcer et choisir, l'unité des libertaires se disloque. C'est que cette unité s'est bâtie trop souvent sur des problèmes secondaires et hors du temps, sur des compromis vaseux, laissant peu de temps et d'espace à l'examen des problèmes essentiels qui sont ceux qui influent sur le cours de l'histoire. On aura pu le constater récemment à propos de l'intervention de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie ou du conflit Israël-Palestinien.

L'après-guerre

En octobre 1945, une Fédération anarchiste se reconstitue, qui regroupe une très grande partie du mouvement et fait se côtoyer les tendances les plus hétéroclites : les anciens de l'UA, les synthésistes d'avant-guerre, et surtout de nombreux jeunes militants parfois issus de la Résistance. Malgré l'orientation plus ou moins écumenique

de la nouvelle organisation, ces jeunes vont insuffler une dynamique qui pouvait faire penser qu'une organisation anarchiste révolutionnaire avait la possibilité de jouer un rôle non négligeable dans la société française. La FA dénonce violemment le bombardement d'Haïphong prélude à la guerre d'Indochine, elle participe aux mouvements, parfois des émeutes, contre les restrictions et la vie chère. Le Libertaire vend de 40 000 à 50 000 exemplaires. Mais cette embellie ne sera qu'un feu de paille et le déclin s'amorce vers 1948 dans un contexte socio-politique fort peu favorable aux révolutionnaires en général. Les oppositions apparues dès la création de la FA ne feront que s'exacerber. Les uns, plus organisationnels et reconnaissant la lutte des classes, sont accusés de marxisme et de n'avoir plus rien d'anarchiste par les autres, souvent synthésistes ou individualistes, traités de « nullistes » et de « vaseux » par les premiers. Ces derniers, par des moyens peu ragoûtants (voir encart sur l'OPB) parviendront à éliminer les diverses tendances « vaseuses » qui s'empressèrent de créer une nouvelle FA (le titre étant devenu libre depuis sa transformation en FCL) et un nouveau journal, Le Monde Libertaire.

Outre le fait que la nouvelle FA se reconstituait sur des bases ouvertement synthésistes qui, comme de bien entendu lui interdisait toute présence collective dans le mouvement social, elle ne trouva rien de mieux que de singer les pratiques autoritaires de l'OPB en créant une association pour le développement des idées rationalistes (à dominante franc-maçonne) qui devenait propriétaire de l'organisation et niait la lutte des classes ! Aucune opposition n'avait donc la moindre chance de devenir majoritaire (d'ailleurs le vote y était proscrit !).

On s'aperçoit ici que des tendances pourtant très opposées sur bien des plans, peuvent utiliser les mêmes méthodes pour conquérir le pouvoir ou le conserver.

JPD
CA HS - oct 2001

(1) Celui de 1880 à La Chaux-de-Fonds proclamait comme but final le communisme anarchiste. C'est l'une des premières fois où le terme apparaît.

(2) Les apports d'autres secteurs de la connaissance (géographie, physique, psychologie, art...) sont déterminants, eux aussi, pour tenter de comprendre le monde et ses changements. Mais une théorie, fût-elle anarchiste, ne peut prétendre englober la totalité du champ des connaissances et avoir une position sur tout. Tout au plus peut-elle exiger de chacune d'elles qu'elle ne soit pas en contradiction avec le principe de liberté et d'égalité, et qu'elle n'accepte pas l'oppression et l'exploitation. Il n'y a pas plus de psychologie anarchiste, ou d'art anarchiste, ou encore de culture anarchiste qu'il y a de beurre au cul de Durruti.

(3) Cela contre l'avis de Monatte qui pensait que la minorité syndicaliste révolutionnaire pouvait devenir majorité dès 1921 et sauver ainsi l'unité syndicale. Besnard, pour imposer sa ligne, créera le « Pacte », organisation secrète à l'intérieur du syndicat, qui permit de remplacer Monatte à la tête de la minorité. L'Histoire ne nous dira jamais si Monatte aurait eu raison, mais, ce qui est certain, c'est que Besnard avait eu tout faux en pensant pouvoir contrôler la CGTU. Pourtant, dans un cas comme dans l'autre, il ne faut pas oublier que l'explication première de ces déclin successifs c'est simplement que la classe ouvrière, pour mille raisons, était de moins en moins révolutionnaire. Et que, finalement telle ou telle orientation n'y pouvait pas changer grand chose.

- Nous rejetons tous les systèmes économiques, toutes les institutions politiques, étatiques ou privées qui se fondent sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'autorité et la hiérarchie.
- Nous avons toujours lutté, à la fois contre toutes les formes de Capitalisme d'État qui se dissimulaient ou se dissimulent encore sous les noms de Marxisme-Léninisme, Bolchevisme, Stalinisme, Etats-ouvriers, etc... , et contre les Capitalismes Libéraux avec leur cortège de gaspillage et de consommation effrénés. Il s'agit pour nous, des deux faces de la même médaille.
- Nous considérons que, partout dans le monde, les inégalités sociales, la loi du profit et du plus fort conduisent à une société de plus en plus déséquilibrée, polluée, inhumaine et sont directement responsables du racisme, du crétinisme passif, de la corruption financière et politique.
- Nous sommes pour l'auto-organisation sur une base de classe, des travailleurs, des habitants, des consommateurs dans les formes qu'il leur convient de se donner, pourvu qu'elles ne reproduisent pas, comme les mafias politiques de Droite comme de Gauche ou les bureaucraties syndicales, les tares que nous dénonçons plus haut.
- Nous sommes pour une Démocratie Directe qui correspondrait aux besoins authentiques des individus sans distinction de sexe ou de nationalité, et non plus au profit des marchands et des publicitaires, des bureaucrates et des notables.
- Nous pensons que le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même et qu'une révolution sociale et mondiale demeure la condition indispensable de son dépassement.
- Nous pensons que c'est au cœur même des luttes et des mouvements sociaux que s'élaborent les formes nouvelles de rapports sociaux et donc que c'est au sein de ces mouvements qu'il faut lutter.
- Nous n'appelons donc personne à nous "suivre" aveuglément, et ne recherchons aucun pouvoir pour nous-mêmes, mais souhaitons œuvrer avec tous ceux et toutes celles qui veulent changer radicalement cette société en prenant dès aujourd'hui leur destinée en main.

Un mensuel anarchiste-communiste
Courant alternatif

Abonnement d'un an (10 numéros) + Hors-série :

Chèque de 30 euros à l'ordre de « La Galère »

à envoyer à :

OCL/Égrégore, B.P. 81213, 51058 Reims Cedex